

Table des matières

I.	INTRODUCTION GENERALE.....	3
1.	But de la recherche.....	3
1)	Contexte et problématique.....	3
2)	Justification et contexte politique.....	5
3)	Objectifs et hypothèses de recherche.....	6
(1)	Objectifs généraux et spécifiques.....	6
(2)	Hypothèses générales et spécifiques.....	7
2.	Méthodologie de la recherche.....	7
1)	Techniques de recherche.....	7
2)	Structure de la recherche.....	9
II.	CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE.....	11
1.	Définition des concepts.....	11
1)	Emploi.....	11
2)	Opportunité.....	11
3)	Insertion Economique.....	11
2.	Théories fondamentales.....	11
III.	DESCRIPTION DE LA POLITIQUE D’INSERTION ECONOMIQUE.....	12
1.	Description des programmes.....	12
1)	Présentation des stratégies et réformes.....	12
(1)	Sur le plan politique.....	13
(2)	Sur le plan financier.....	13
2.	Identification des résultats réalisés.....	14
3.	Détermination des défis.....	14
1)	Identification à l’échelle globale.....	14
2)	Identification à l’échelle locale: Cas pratique de Kangaba.....	15
(1)	Faible disponibilité des revenus:.....	15
(2)	Fort besoin d’accompagnement multidimensionnel:.....	17
(3)	Faible perception des opportunités économiques.....	21
IV.	ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA POLITIQUE D’INSERTION ECONOMIQUE	
	22	

1.	Identification des opportunités d’insertion	22
1)	Les critères de performances	22
(1)	Cout d’opportunité réelle :	22
(a)	Des filières céréalières et produits secs	23
(b)	Des filières animales et halieutiques :	26
(2)	Avantages comparatives :	28
(a)	L’installation de poissonneries :	28
(b)	L’installation des banques céréalières :	29
(3)	Avantages dynamiques :	30
(a)	L’installation des unités de transformation :	30
(b)	La fourniture de services :	30
2)	Cratérisation :	31
(1)	Forces (pertinence)	31
(2)	Faiblesses (efficience, efficacité)	31
(3)	Evaluation des Risques (Menaces durabilité, soutenabilité).....	31
V.	CONCLUSION GENERALE	33

I. INTRODUCTION GENERALE

1. But de la recherche

1) Contexte et problématique

L'orpaillage est une activité légale du secteur secondaire. Certes, encadré, et contrôlé, il peut tirer sans moindre mal, une économie au galop mais tel pratiqué artisanalement dans les contrées visitées, il ne constitue qu'une pilule polie d'or, empoisonnée. En effet, des vagues importantes de jeunes venus de tous les horizons du Mali et des pays frontaliers comme le Burkina-Faso, la Guinée ou le Nigéria bondent ces exploitations. Ces foyers prolifèrent au tour des nappes aurifères situées, entre autre, le Sud-ouest Malien. Cette attractivité grandissante, interpelle plus d'un sur la définition de moyens d'accompagner la Politique Nationale d'Emploi des jeunes car environ soixante (60) % de la population ont au moins vingt-cinq (25) ans. Aussi sont-ils énormes les efforts de création d'emplois nouveaux mais la multitude et la complexité des besoins juvéniles rendent peu perceptible leur efficacité. Derrière le Niger, le Mali décrit le taux de croissance démographique le plus élevé en Afrique de l'Ouest alors, l'intérêt grandissant que portent ces jeunes à l'orpaillage est sans conteste inquiétant, au vu des problèmes qui y créés.

L'analyse de ces maux se précise à travers deux axes. Sur le plan économique, il se projette une fragilisation de l'économie rurale affectée par la volatilité des devises rapatriées par les expatriés et l'augmentation de l'inflation induit par la spéculation sur les biens et les services consommés dans les centres de gravités des orpailleurs. De plus, le délaissement fulgurant des activités primaires réduit la résilience des ménages face à l'insécurité alimentaire déjà menacée avec l'impact du changement climatique persistant. Cela concoure à approfondir les disparités sociales favorisant une dépravation et une dégradation des valeurs culturelles et cultuelles fondamentales.

Il s'y ajoute une déflation de l'indice de pauvreté décrite par l'ampleur de la vulnérabilité des ménages ruraux. Outre, ses aspects, les jeunes frôlent au quotidien la violence, la délinquance, les maladies et la mort dans cette aventure de fortune. Il s'avère prétentieux d'en donner les causes sans modélisation, la scientificité oblige alors de s'en tenir qu'aux facteurs favorisant.

Principalement, il est noté une faible capacité d'absorption du marché de travail. En effet, le secteur formel malien n'accueille que cinq (5) % de la tranche active avec un ratio de trois-cent-mille (300 000) jeunes en âge de travailler par an. Certes, le secteur informel enrôle un plus grand nombre de jeunes sur le marché du travail mais les offres sont précaires et faiblement rémunères. Il existe alors une demande forte mais insatisfaite même pour les secteurs à faible intensité de main-d'œuvre et d'aptitudes. A en croire aux sources du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le taux de chômage officiel de la population active est de près supérieur à huit (8%) et quelque vingt (20) % des jeunes sont au chômage ou inactifs et ce nombre doublera d'ici 2030. Ces difficultés d'insertion juvénile sont renforcées d'une part, par les inégalités profondes à l'accès à la formation et du niveau de qualifications entre ruraux et urbains et d'autre part, par l'inadéquation entre les offres de formation et les besoins du marché. L'employabilité des jeunes est confrontée à des défis systémiques de création et de saisi des opportunités d'insertion économiques, toute chose égale à par ailleurs.

Ce rapport est un exercice dans lequel sont identifiées et caractérisées des opportunités d'insertion économiques pour des jeunes ruraux dans les zones d'orpaillage. L'essence vise à déterminer les goulots d'étranglements inhérents aux chaînes de valeur pratiquées ou à proposer des voies innovantes sous-jacentes à l'identification de potentiels mal ou non exploités dans la région de Koulikoro, précisément dans le cercle de Kangaba, qui lui sert de cadre d'étude.

2) Justification et contexte politique

Près de cent-quatre-vingt-mille (180000) ruraux se démêlent pour trouver des débouchés sur le marché du travail. Comme la disponibilité de l'emploi en ville demeure faible et précaire l'orpillage, reste une alternative qui s'offre à eux dans la mesure où ils s'assurent des revenus sans pour autant disposer de fonds roulement ou des compétences à prévaloir. Or, vu les dangers y afférant, il s'avère judicieux pour l'Etat de renforcer les stratégies de la Politique Nationale d'Emploi. Sur ce, le Programme Décennal de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE 2012-2021) préconise de promouvoir et de renforcer les dispositifs de formation continue et d'apprentissage ainsi que la prise en compte des besoins du marché du travail à toutes les étapes du processus de réalisation des actions de formation professionnelle comme suggéré par les directives gouvernementales. Le projet de Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER), s'y érige en une action concrète.

Les axes du FIER s'inscrivent sur une dynamique qui concoure à rechercher une croissance reposant sur la promotion des ressources humaines et le développement des secteurs porteurs, en particulier le secteur primaire. FIER, est un accord de coopération entre le Mali et le Fonds de Développement International Agricole (FIDA). Lancé en 2014, ses objectifs sont planifiés sur une durée de huit (08) ans. Malgré les défis, il est parvenu à accompagner l'installation de cinq cent quatre-vingt-un (581) bénéficiaires dont 52% de filles, repartis en Activités Génératrices de Revenus (AGR) et Micro Entreprises Rurales (MER) en 2017. Ces réalisations se doivent aux actions mutualisées de ses trois Composantes. Cette réflexion se lie à sa Composante II, intitulée Insertion et Appui aux Initiatives des Jeunes Ruraux. A la fin des travaux un rapport est produit dans le but de mettre en pratique nos compétences universitaires reçues dans le cadre du Master in Development Practice (MDP) au profit du développement local grâce au soutien du FIDA.

Ce travail trouve son intérêt dans le fait qu'il pourrait amener à faire comprendre que le droit à l'emploi est universel, mais les stratégies y afférant ne doivent guère être globalisés encore moins standardisés. Elles doivent être conçues en fonction des aspirations individuelles, des potentialités économiques et des contraintes. A défaut, les agendas se succéderont sans succès malgré les bonnes intentions et les efforts consentis par les différentes parties prenantes.

3) Objectifs et hypothèses de recherche

L'orpailage se dresse en une chaîne de valeur dont les maillons sont serrés. Au vu de cette affluence juvénile, il s'avère de s'interroger sur des opportunités de production, de commerce et de valorisation des produits agricoles sûres pour capter leur motivation. Nos intérêts portent sur: Comment se caractérisent les facteurs défavorisant l'insertion économique des jeunes dans les zones rurales ? Quelles en sont les conséquences sur leur employabilité ou leur auto emploi ? Sur quels leviers tirer pour générer de la plus-value ? Pour s'édifier, il est tenté d'abord, de décrire les goulots d'étranglement des chaînes de valeur pratiquées, puis de déterminer les dispositions à prendre face aux contraintes et enfin d'établir les liens fonctionnels et systémiques pour convaincre de l'innovation proposée. Pour mieux saisir l'analyse, sont fixés ces objectifs.

(1) Objectifs généraux et spécifiques

Cette étude se propose de formuler des moyens contextualisés pour renforcer l'employabilité et l'auto emploi des jeunes ruraux. Pour atteindre cet objectif, il s'impose de déterminer les caractéristiques des contraintes face à leur insertion économique; de convaincre de la pertinence d'accompagner les opportunités mal ou non exploitées. Les indicateurs sont, entre autres, les revenus (sources, caractéristiques), le coût d'opportunité (marges, avantages), dispositions (modes et moyens d'accompagnement). Pour plus de précision ces hypothèses sont retenues.

(2) Hypothèses générales et spécifiques

Admettons que la faible employabilité des jeunes en milieu rural soit aggravée par des contraintes inhérentes à la mauvaise perception des opportunités économiques. Pour mieux saisir cette supposition ces deux hypothèses spécifiques sont posées: d'une part, la forte concentration des sources de revenus rurales autour d'activités familiales peu rentables augmente la dépendance face à l'orpaillage. Et d'autre part, l'érection des filières domestiques en chaînes de valeur innovantes ou dynamisées permet d'offrir des opportunités d'insertion sur les maillons.

A la somme de cette réflexion, sont probablement proposés des moyens qui amélioreraient l'employabilité, adaptés aux modes de vie, pratiques culturelles et aux aspirations juvéniles.

2. Méthodologie de la recherche

1) Techniques de recherche

La recherche s'inscrit dans une approche quantitative dont les données sont analysées dans une perspective fonctionnelle et diachronique. Le cadre d'étude est le milieu rural, pour plus de précision, ce cadre est réduit au cercle de Kangaba. Situé à 50 km de la frontière guinéenne, le cercle est au Sud-ouest de la région de Koulikoro. Il est au cœur du Mandé et couvre une superficie de 5 500 Km² avec 77 691 habitants (RACE 2001) répartis dans 59 villages. La population à l'étude se compte 1869 jeunes âgés de 18- 40 ans. L'échantillon représente le 1/10, soit 186 jeunes ciblés. Pour les besoins de la collecte des données, trois outils ont été élaborés et administrés dans les villages de Habaladougou Kenieba, de Dambala et de Balandougou. Il s'agit d'un (01) questionnaire, de deux (02) guides d'entretiens et d'une (01) fiche de renseignement.

D'un choix aléatoire des jeunes femmes et hommes ont renseigné le questionnaire sous le contrôle du responsable Suivi Evaluation FIER de Koulikoro. L'entretien est direct avec quatre-vingt (80) interviews répartis comme suit : ± 60 jeunes dans les trois (3) villages, et ± 20 jeunes trouvés sur les quatre (04) Sites d'orpaillage visités. Les autorités et des membres d'associations ont répondu aux questions, à travers des focus groupe facilités par les Volontaires du FIER.

Toutefois, les informations recueillies à travers ces outils sont incomplètes car leur élaboration ne précise que des indicateurs à incidence géographique sur les variables retenues. Ainsi, pour étendre l'analyse, il a été parcouru une documentation relative à l'employabilité des jeunes et à la politique agricole Malienne. Elle est constituée par le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté -Rapport d'avancement 2010, le Document de Programme National d'Action pour l'Emploi en vue de réduire la Pauvreté (PNA/ERP) 2000, le rapport du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2009 et enfin le Rapport Final du Schéma d'Aménagement (SAT) du Cercle de Kangaba 2015. Cette recherche documentaire est renforcée par la lecture de rapports et des travaux en ligne sur l'emploi des jeunes en Afrique au Sud du Sahara.

Pour traiter toutes ces informations, des méthodes statistiques sont utilisées afin de quantifier certaines données qualitatives telles que les questions ouvertes. S'agissant des données quantitatives elles sont exploitées et présentées dans des diagrammes, grâce à l'utilisation de certaines applications d'Excel 2013. En plus de ces figures, des parties de ce travail sont illustrées par des cartes réalisées avec Quantum GIS par l'équipe de FIER de Koulikoro. La démarche se fonde sur la proximité avec la population rurale, la participation des agents de FIER et des administrations déconcentrées (le Conseil de Cercle de Kangaba. L'observation directe fut un moyen fort de triangulation dans cette recherche.

2) Structure de la recherche

Ce rapport comporte cinq chapitres articulés comme suit développés:

En introduction, nous avons présenté: le contexte, la problématique et la justification du thème.

La seconde partie est divisée en deux sections. Dans la première, nous définirons d'une part, trois mots-clés et d'autre part, essayerons de les conceptualiser par rapport au corpus du travail. Dans la deuxième section, il est mis en relief des théories de développement qui épousent les axes de la problématique à travers un sommaire revu de la littérature.

Dans le chapitre III, il est tenté d'apprécier la politique de l'emploi des jeunes au Mali en précisant à travers notre grille de lecture et observations directes: les avancées et les défis notés. Toutefois, pour mieux percevoir les disparités nous allons les identifier au premier ordre, à l'échelle nationale puis au deuxième ordre, à l'échelle locale (Kangaba).

Dans le chapitre IV sont analysés les facteurs qui entretiennent les avancées et mis en relief les facteurs qui expliquent le dysfonctionnement en milieu rural. A la lumière de cette section, il est proposé des remédiations adaptées aux opportunités que regorge Kangaba.

La conclusion générale, constitue la dernière partie. Il s'agit de vérifier d'abord les hypothèses, puis décrire les limites de ce travail et enfin donner les perspectives.

Il est à souligner que nous sommes souvent heurtés à des obstacles dans la phase des enquêtes. Ils peuvent en être cités: une incompréhension de notre part des langues locales, l'enclavement de certaines zones sillonnées, l'insécurité qui sévit dans les sites d'orpaillage, la forte mobilité des jeunes, souvent retenus dans les zones d'orpaillage et le désintéressement des jeunes hommes de Dambala qui ne cachent pas leur attachement à l'orpaillage. Bref, ces obstacles ont été tant bien que mal contournés pour aboutir aux résultats présentés dans les parties suivantes faisant mention des opportunités d'insertion économique des jeunes en milieu rural.

Ce travail, pourrait constituer une justification pour lancer un projet public, ou d'un Partenariat Public-Privé (PPP) ou carrément d'une initiative privée s'il s'agit d'une Microentreprise rurale (MER). En effet, les contreparties disposent d'éléments pour se convaincre des opportunités économiques identifiées et caractérisées dans ce rapport. Les contreparties intéressées pourront y trouver aisément des axes utiles à leur évaluation ex-ante, ou de le prendre comme des Termes de Références (TDR) dans le cadre d'un appel à financement d'un projet.

S'agissant des universitaires, le document constitue une situation de référence. Il peut faire la base d'une étude d'impact ou d'une modélisation. En effet, la fonction d'un modèle linéaire se présente sous la forme: $Y_i = \beta_0 + \beta_1 X_i + \mu_i$ et que μ est l'ensemble des facteurs endogènes qui peuvent influencer la significativité de l'une ou l'autre variable dépendante. Sachant cela, nous nous sommes donné les moyens d'analyser d'éléments de précision relatifs à quelques une de ces facteurs résiduels au cas où ce travail être soumis à une modélisation dans le cadre d'un PhD.

II. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

1. Définition des concepts

Nous avons retenu trois thèmes dont nous tenterons de préciser les sens par rapport aux contours de notre problématique.

1) Emploi

2) Opportunité

3) Insertion Economique

2. Théories fondamentales

Nous allons décrire la théorie du marché: «du marché», puis établir ses relations de cause à effet avec des problèmes soulevés par deux théories du genre: ‘Gender and Development’, et ‘Gender mainstreaming’, et plus tard montrer que pour améliorer l’employabilité et l’auto-emploi des jeunes en milieu rural, il faut promouvoir la spécialisation (des avantages comparatives, dynamiques) largement débattue dans les théories du développement.

III. DESCRIPTION DE LA POLITIQUE D'INSERTION ECONOMIQUE

1. Description des programmes

Les statistiques relatives à l'emploi indiquent que près de 65% des adultes sont employés dans le secteur agricole, 10% dans l'industrie et 25% dans le secteur des services. Or, des rapports récents d'AFRISTAT confirment que quelque 20% des jeunes sont au chômage ou inactifs. Conscient de la nécessité d'impulser l'employabilité juvénile, l'Etat du Mali s'est engagé à réorienter les stratégies jadis développées. A ce sujet, diverses décisions sont prises et des initiatives sont entreprises à travers des programmes définis dans des politiques multidimensionnelles et plurisectorielles. L'essence de cet exercice visite les contours de l'analyse de la politique d'insertion économique en présentant les nouveaux axes d'orientations, ses défis et les avancées réalisées à cet effet, tant à l'échelle globale que désagrégée.

1) Présentation des stratégies et réformes

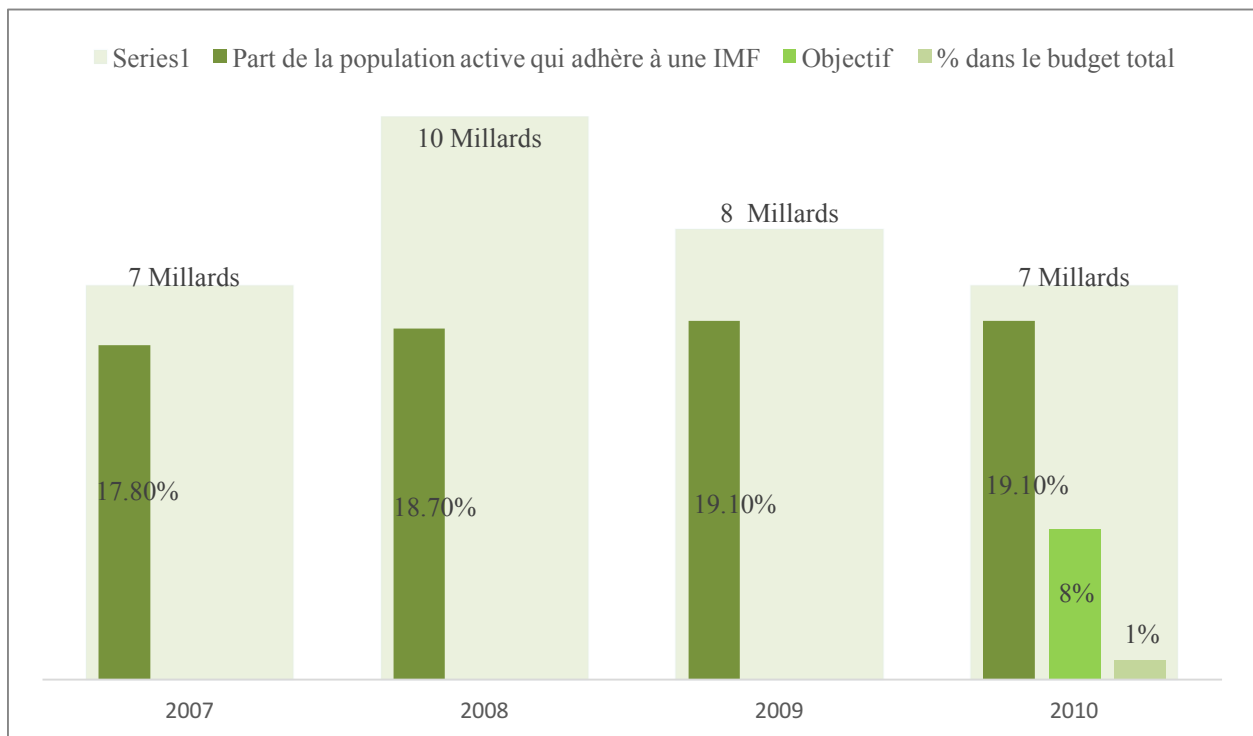
La volonté du Gouvernement de réduire le taux de chômage se conçoit sur deux aspects. Politiquement, sa vision est de booster l'offre d'emploi en faveur des jeunes. Financièrement, il tente soit de réajuster le budget ou de développer un mécanisme capable de mobiliser des fonds supplémentaires pour satisfaire leurs demandes de formation et/ou d'accompagnement.

(1) Sur le plan politique

(2) Sur le plan financier

La satisfaction de la demande d'emploi est une fonction croissante du temps. Elle dépend de la taille de la population en âge de travailler et des moyens concourants à l'offre de l'emploi. Les variations des ressources allouées pour contenir cette demande se présentent comme suit:

<Figure 3-1>: Part du Budget et des Dépenses réalisées en milliards pour l'emploi



Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données de: 1 Revue du CSCRP 2007-2011 portant sur 2010, Ministère de l'Economie et des Finances; 2 Programme National d'Action pour l'Emploi en vue de réduire la Pauvreté, Ministère de l'Emploi République du Mali et de la Formation Professionnelle.

Le graphique, montre que les ressources financières injectées sont relativement faibles. L'Etat, seul ne peut assurer son financement. Il s'ouvre alors à la disponibilité des partenaires (bailleurs de fond et composantes de la société civile -associations et ONG-). L'évolution du nombre d'adhésions à la microfinance illustre de ces actions mutuelles, en croire au graphique « 3-1 ».

2. Identification des résultats réalisés

Les efforts sont effectifs car les objectifs assignés sont bouclés à 85% (Cf. « Figure 3-1 »). Certainement, ils sont insuffisants mais non moins considérables. En effet, le taux de chômage a reculé de 1.3 en passant de 9,6 % en 2007 à 8,3 % en 2010. Ainsi l'incidence de l'augmentation des ressources financières sur l'absorption de la population active (15 à 64 ans) est directe. Cette baisse est moins prononcée dans les zones rurales (de 5,9 % à 4,7 %) qu'à Bamako (de 27,3 % à 24,9 %) et dans les autres zones urbaines (de 16,1 % à 14,0 %). Cela laisse croire que l'opportunité d'insertion est peu dynamique sous l'effet de contraintes qu'il convient de relever.

3. Détermination des défis

La politique mise en œuvre a permis d'enregistrer des résultats encourageants. Cependant, il existe des manquements renfermant des disparités tant à l'échelle urbaine que rurale. Il s'impose de les identifier dans leur généralité puis de les étayer dans une étude de cas.

1) Identification à l'échelle globale

Les difficultés d'accès à un capital d'investissement pour démarrer, le manque d'expertise technique, entrepreneurial et de compétences managériales, l'accès très limité au crédit (fonds de roulement) et le manque de coaching sont les quatre principaux obstacles à la création et au développement de microentreprises. Il existe des contraintes à la création et à la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) liées à l'accès au financement (plus de 50% des entreprises), à l'accès à la terre (30%). Toutefois, ces chiffres n'offrent qu'une vue panoramique de ces dernières. Ainsi, il faudrait percer cette mosaïque et présenter une étude d'un cas rural.

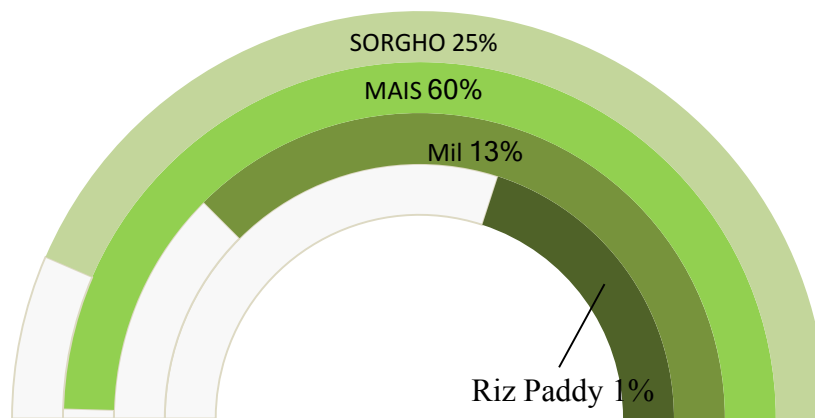
2) Identification à l'échelle locale: Cas pratique de Kangaba

Le focus sur ces quatre variables à savoir le revenu (indicateurs : sources, caractéristiques) ; les besoins (charges, aspirations, dispositions) ; le coût d'opportunité, (marges, rendement) fait apparaître trois défis ci-dessous décrits.

(1) Faible disponibilité des revenus:

L'économie tourne autour du sous-secteur agricole avec une dominante qui se précise d'un village à un autre. Si la pêche prime à Dambala, l'agriculture prévaut à Balandougou et à Habaladougou. Les variétés cultivées sont ci-dessous présentées.

<Figure 3-1>: La répartition des cultures dominantes à Kangaba

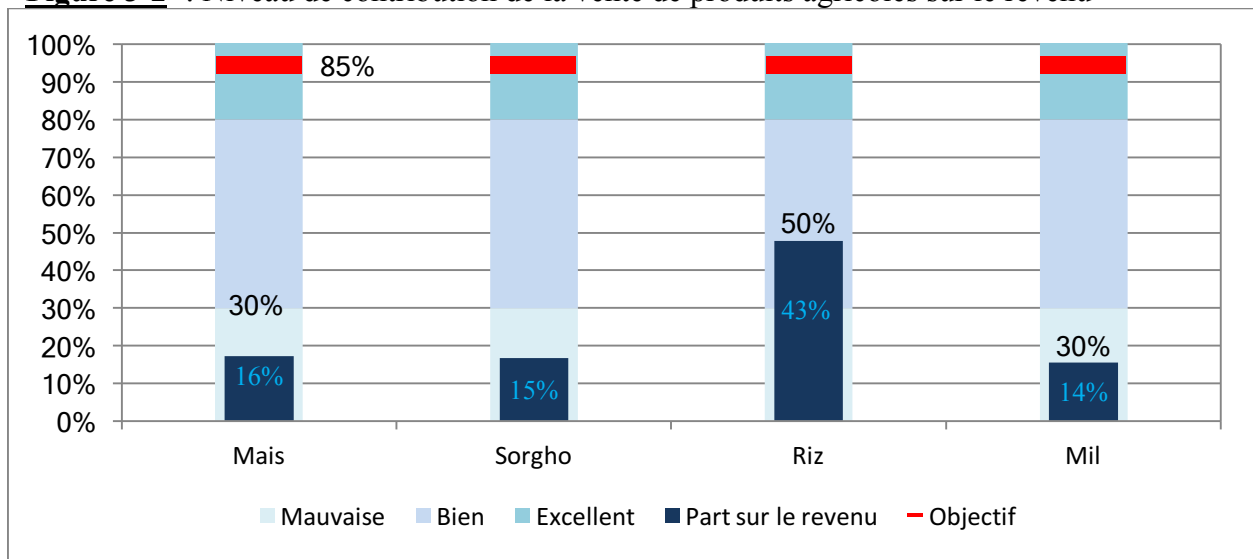


Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données de: Rapport Final du Schéma Local D'Aménagement du territoire du Cercle de Kangaba Avril 2015, Conseil Régional de Koulikoro-Conseil de Cercle de Kangaba

Sur les quatre cultures pratiquées, 60% de la population s'adonnent à la culture du Maïs. Toutefois, selon le rapport du SAT de Kangaba, la production céréalière confondue émet un déficit de 1748 tonnes par rapport aux besoins alimentaires estimé en moyenne à 21554 tonnes. Il est aisé d'admettre que la production se heurte à des obstacles qui s'imposent d'en déterminer.

A Dambala, toute la production céréalière est destinée à l'alimentation alors qu'à Habaladougou et Balandougou II, juste un tiers (1/3) est commercialisé contre deux (2/3) gardés pour la consommation et pour la reconstitution du capital semencier. Du coup, la culture principale a un faible part commercial. Il est facile d'admettre que cette filière n'enrichit pas son bonhomme. Il urge de confirmer cette assertion en appréciant leur part de contribution sur le revenu.

<Figure 3-2>: Niveau de contribution de la vente de produits agricoles sur le revenu



Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données de: Fiche Technique

Une contribution est dite satisfaisante quand elle couvre 70% des besoins exprimés et insatisfaisante quand elle est inférieure à 30%. Or, les gains issus de la vente du Maïs se situent en deçà du planché, donc sa part de contribution sur les dividendes domestiques est insuffisante. Les ménages se trouvent dans le besoin de trouver d'autres opportunités pour hisser leurs revenus. C'est ce qui concoure à l'essor de certaines filières telles le riz nouvellement introduite. Aux champs, le Kilogramme de riz est vendu en moyenne à quatre cent cinquante (455) francs CFA, son prix triple celui du Sorgho et celui du Maïs vendus à cent cinquante-cinq (155) francs.

Toutefois, sur le graphique <Figure3-2>, il se décrit que le niveau de contribution des ventes rizicoles ne triple pas celui du Maïs. La variation est donc disproportionnée. Dès lors que le prix de vente du riz est élevé, le biais provient des quantités produites. Elles sont si faibles qu'elles compriment l'effet des avantages prix. Cette compression notée, peut ainsi confirmer l'assertion posée. De plus, la faiblesse des quantités vendues aide à affirmer que les filières céréalières se heurtent à des obstacles agissant à la première étape, qu'est la production. La déclinaison de cette analyse fait retenir ces contraintes: (i) une préférence spéculative, (ii) une faible productivité et (iii) une insuffisance des revenus générés. Fort de ce constat, il est important d'appréhender leurs incidences sur la prise en charge des besoins juvéniles ; leurs aspirations nouvelles et les moyens dont ils disposent pour y faire face.

(2) Fort besoin d'accompagnement multidimensionnel:

Les jeunes constituent la frange importante de la main d'œuvre agricole. Sur les 80 interviewés, les 78 s'activent dans des exploitations familiales. Ils martèlent dans les focus groupe *«être sous l'autorité et la tutelle du chef de ménage qui gouverne la gestion des revenus»* et *« qu'il en est ainsi pour tous les jeunes sauf deux (02) qui dirigent une entreprise mais toujours agricole»*.

Obligés de se trouver des ressources, ces jeunes s'adonnent à l'orpaillage durant 8 à 10 heures de temps par jour. A part, les quelques individuels, qui viennent occasionnellement, les jeunes se réunissent en groupe de travail dans les sites aurifères. Leurs administrations et leurs gestions font l'objet d'un consensus discuté et planifié au niveau des villages à travers des réunions périodiques présidées par l'autorité. A ces rencontres se décide le partage des dividendes et les taux de versements des taxes. Sur le site interviennent différentes équipes d'exploitation et les particuliers qui offrent des services tels la livraison de carburant, la restauration, le commerce.

La chaîne s'organise autour d'un plongeur, qui entasse la boue dans les bas-fonds, tirée au polit par un groupe de femmes, chargée sur les tricycles vers le détecteur d'or. Ils attestent « *trouver au minimum, vingt (20) grammes d'or par jour, vendus à raison de vingt mille (20 000) francs le gramme (g), soit un gain de quatre cent mille (400 000) francs* », ainsi répartis selon la tâche :

<Tableau 3-1>: Clé de répartition des gains

	Creuser	Evacuer par portée (tête)	Conduire tricycle	Tirer le polit	Plonger	Tamisage
Jeune-Homme	5000		15 000		400 000	
Jeune-femme		1500-3000		15000/groupe		3000-5000

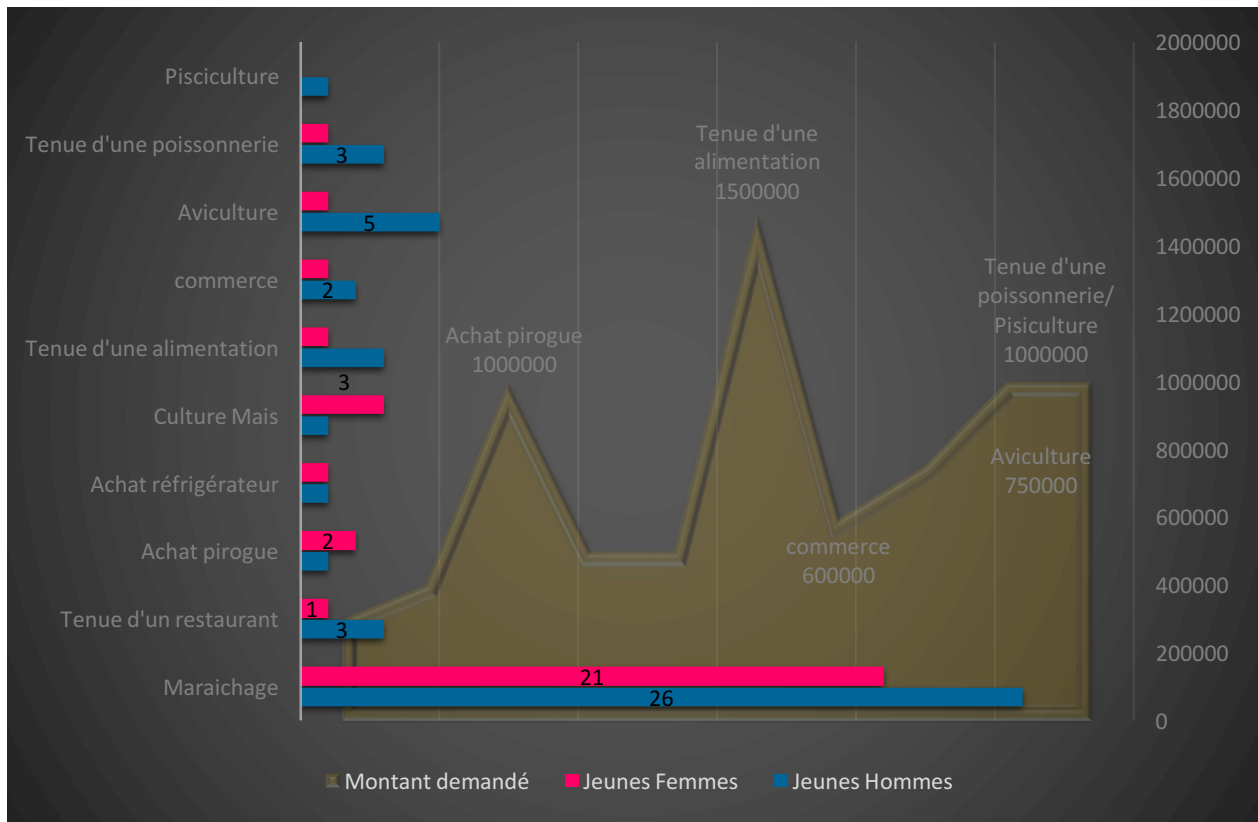
A la lecture de ce tableau, les femmes comme les hommes s'assurent un revenu qu'ils soient dans les bas-fonds fluviaux (Dambala) ou soient (Habaladougou et Balandougou II), sauf pendant les deux (02) jours de fermeture obligatoire de tous les sites aurifères. Il se montre aussi que les hommes gagnent plus que les femmes. Qui plus est la masculinisation des revenus est réelle. Cette forte absorption des sous-secteurs, agricole et minière justifie le fait que le taux de chômage est moins prononcé en milieu rural (4,7%) qu'à Bamako (24,9%) et dans les autres zones urbaines (14,0%). Nonobstant, cette insertion facile ne répond ni d'une haute qualification professionnelle des jeunes du milieu rural ni de la disponibilité de fond de démarrage.

Une deuxième lecture du <Tableau 3-1> fait apparaître que les recettes croient quand on se rapproche des bas-fonds. Cela augmente un ralliement intensif des jeunes vers les souterrains et une densification des creusées des puits. Ce qui rend, périlleux l'orpaillage avec l'avènement d'affaissements des puits aurifères pouvant entraîner de nombreux cas d'asphyxie, ou de noyades au large du fleuve. Certes, les jeunes affirment: « *être conscients des dangers qu'ils encourent mais admettent ne pas avoir le choix. Pour eux, l'orpaillage n'est ni une fin en soi, ni une aventure mais demeure l'unique option pour subvenir aux lourdes charges domestiques*».

Néanmoins, face cette vulnérabilité, ils précisent qu’ : « avec des moyens d’accompagnement, ils sont prêts à tenter d’autres activités». Cette volonté est amplement murie par tous les jeunes rencontrés à Habaladougou et à Balandougou II. Par contre à Dambala, les hommes se montrent plus perplexes que les femmes qui en témoignent par leurs disponibilités lors des focus groupe.

Les dispositions nécessaires qu’il faudrait prendre sont ainsi exprimées: 100% « pour le financement », 95% « pour un encadrement technique », 5% « pour une alphabétisation» et 1% « pour l’aménagement de périmètres cultivables (femme de Dambala) ». Ces efforts sont pour eux incontournables pour démarrer n’importe laquelle de ces alternatives ci-dessous présentée s.

<Figure 3-3>: Expression des requêtes de financement face aux choix de projets par jeunes



Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données du Questionnaire Jeune

Du graphique, il en ressort que dans le cadre d'une initiative d'appui à la création d'opportunité économique aux jeunes ruraux, 46 sur 80 interrogés, sont tentés par le maraichage. Bien que partagé, ce choix se féminise 21 sur 34. Du reste, la gamme d'options dressée par les hommes est diversifiée. Cela se lie à la maturité des hommes découlant du fait qu'ils sont plus âgés que les femmes. Il est à saluer le sens entrepreneurial de certains qui veulent tenter de faire fortune dans la fourniture de services telle la tenue d'alimentation, de restaurant ou de poissonnerie.

Convaincus tous de la pertinence de leur projet et de la faiblesse des risques d'échec, ils affirment « *être bloqués par la faiblesse de leurs économies qui devraient servir et de fonds de démarrage et de fonds de roulement et attendent à cet effet, un financement de la part d'un partenaire* ». Les montants demandés varient en moyenne entre trois cent mille (300.000) et deux millions (2.000.000) de francs CFA. Il est à souligner que cette question a été traitée avec des réserves car les réponses revêtent un biais. Influencés par la présence du Responsable Suivi-Evaluation, plus d'un ont aligné leurs requêtes aux critères du canevas de sélection du FIER.

Ainsi, à la suite de ces lignes, l'analyse précise trois contraintes nouvelles qui s'ajoutent aux trois susmentionnées au point (1). Il s'agit de : (iv) une faible autonomisation des jeunes; (v) une masculinisation des revenus ; et (vi) un réel besoin d'encadrement tant au plan technique qu'au plan financier. Fort de ce constat, il est intéressant de mesurer la pertinence de leurs choix listés sur la figure <3-3> afin d'en conclure s'ils tiennent d'un réalisme de marché ou d'un mimétisme. Pour se faire, il s'avère d'évaluer les profits qui se génèrent sans quoi les orientations que nous retiendrons ne sauraient répondre d'opportunités d'insertion rentables.

(3) Faible perception des opportunités économiques

Une analyse comparée des figures < 3-1> et < 3-2> montre que bien que la production de Sorgho soit plus de moitié inférieure à celle de Maïs (25% / 60%), sa part de contribution sur le revenu avoisine de près celle du Maïs (15% /16%). S'agissant du Mil, l'écart est net car la production de Maïs est au quadruple supérieur à celle de Mil par contre leurs de contributions sur le revenu s'assimilent presque (16% /14%). Ces constats amènent à dire que le Sorgho et le Mil possèdent un potentiel commercial supérieur à celui du Maïs. Toutefois, la culture de ces spéculations ne figure pas sur les choix de projets relevés sur le graphique < 3-3>. Certes, la demande en Maïs est forte mais sa marge est faible donc le projet n'est pas rentable. Ainsi, il peut être conclu que le choix du projet 'culture de Maïs' ne répond pas d'un réalisme de marché mais plutôt d'une supposition édictée par leur attachement à leurs habitudes alimentaires.

De plus, une lecture du graphique < 3-3>, fait voir que 21 sur 34 femmes interviewées désirent faire du 'Maraichage'. Or, la culture de l'arachide est l'apanage des femmes à Balandougou et à Habaladougou mais elles veulent l'abandonner. Même si la rentabilité du maraichage est effective et sa demande est forte, elles courent des risques de pertes comme bon un nombre d'entre elles sont non initiées. Du coup, vouloir toutes faire du maraichage n'est pas pertinent surtout que la maîtrise de la culture arachide est acquise. Ainsi, le large choix du projet 'Maraichage' chez les femmes n'est pas réaliste mais elle répond plutôt d'un mimétisme.

Ces illustrations prouvent que le désir de tenter une activité génératrice de revenus est de faite mais les jeunes peinent à saisir la bonne option. Ainsi, pour mieux les orienter, il s'avère d'étayer l'argumentation à travers l'analyse des opportunités d'insertion adaptées aux potentialités, aux besoins et avantages. C'est de cela qu'il vaille de discuter dans ce le chapitre suivant.

IV. ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA POLITIQUE D'INSERTION ECONOMIQUE

1. Identification des opportunités d'insertion

A la somme des sections précédentes, l'employabilité et l'auto-emploi des jeunes se heurte à six contraintes en milieu rural. Du coup, pour booster leur insertion, il faudrait les contourner par des actions qui puissent (i) surpasser la préférence spéculative, (ii) impulser la productivité, (iii) accroître les revenus, (iv) contenir la lourde facture domestique, (v) réduire la masculinisation des revenus, et en fin (vi) renforcer l'autonomisation des jeunes. Ainsi, pour y parvenir, il se doit d'être identifiées et caractérisées des opportunités retenues suivant des critères rigoureux.

1) Les critères de performance

Tant de critères qualitatifs s'offrent à cet exercice, mais dans la logique de rester dans une analyse fonctionnelle, des critères de performance s'y prêtent le mieux. A cet effet, le coût d'opportunités réelles, les avantages comparatifs, et les avantages dynamiques sont retenus. L'observation de l'évolution de ces trois critères permet en plus déterminer les opportunités mais également de définir la primauté d'une opportunité sur une autre identifiée.

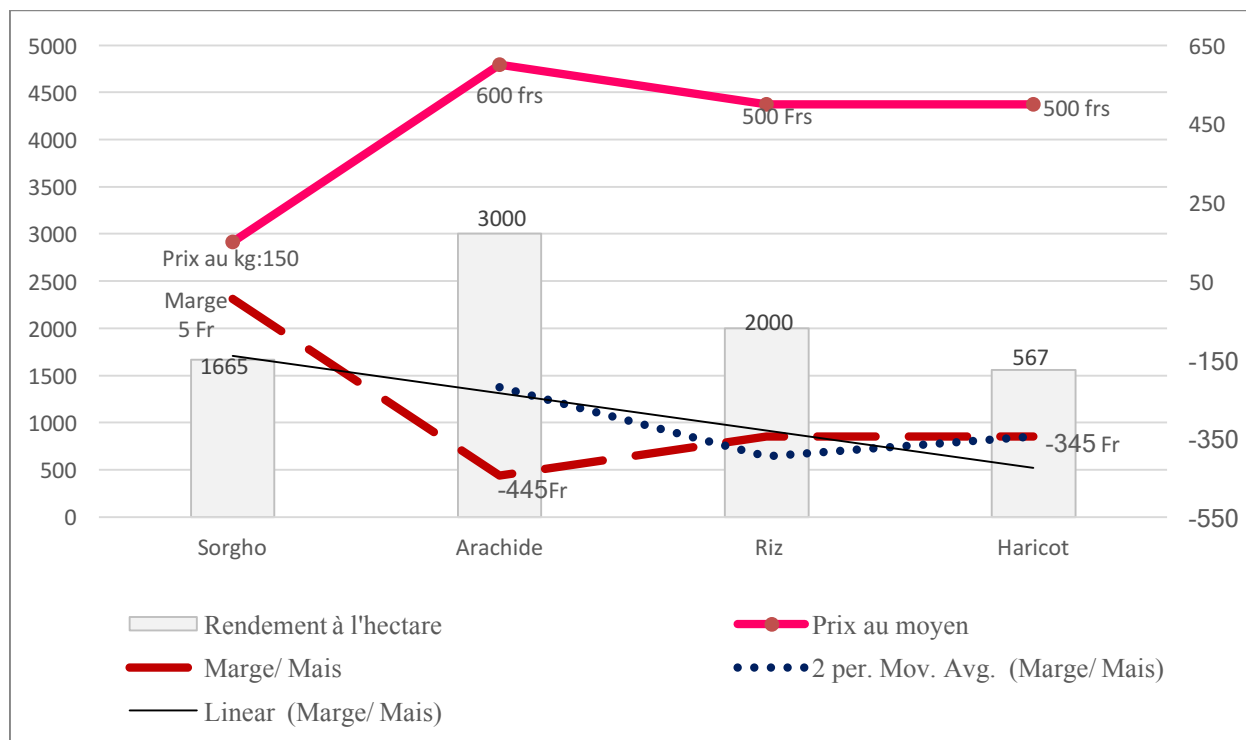
(1) Cout d'opportunité réelle :

Se voulant participative, les orientations se calquent aux choix exprimés. Il n'a été point objet d'imposer des activités mais plutôt d'enrichir les propositions émanant des jeunes. Comme force est de rappeler que l'implémentation de ces projets requiert une appropriation juvénile, ce qui appelle à notre ouverture sans feindre à les adapter aux marchés et aux potentialités des milieux.

(a) Des filières céréalières et produits secs

Une filière céréalière a été choisie se référant à la figure « 3-3 » sur quatre spéculations cultivées à Habaladougou et à Balandougou. Il importe de voir leurs marges pour s'en convaincre.

<Figure 3-4>: Evolution des coûts d'opportunité en fonction de la marge créée

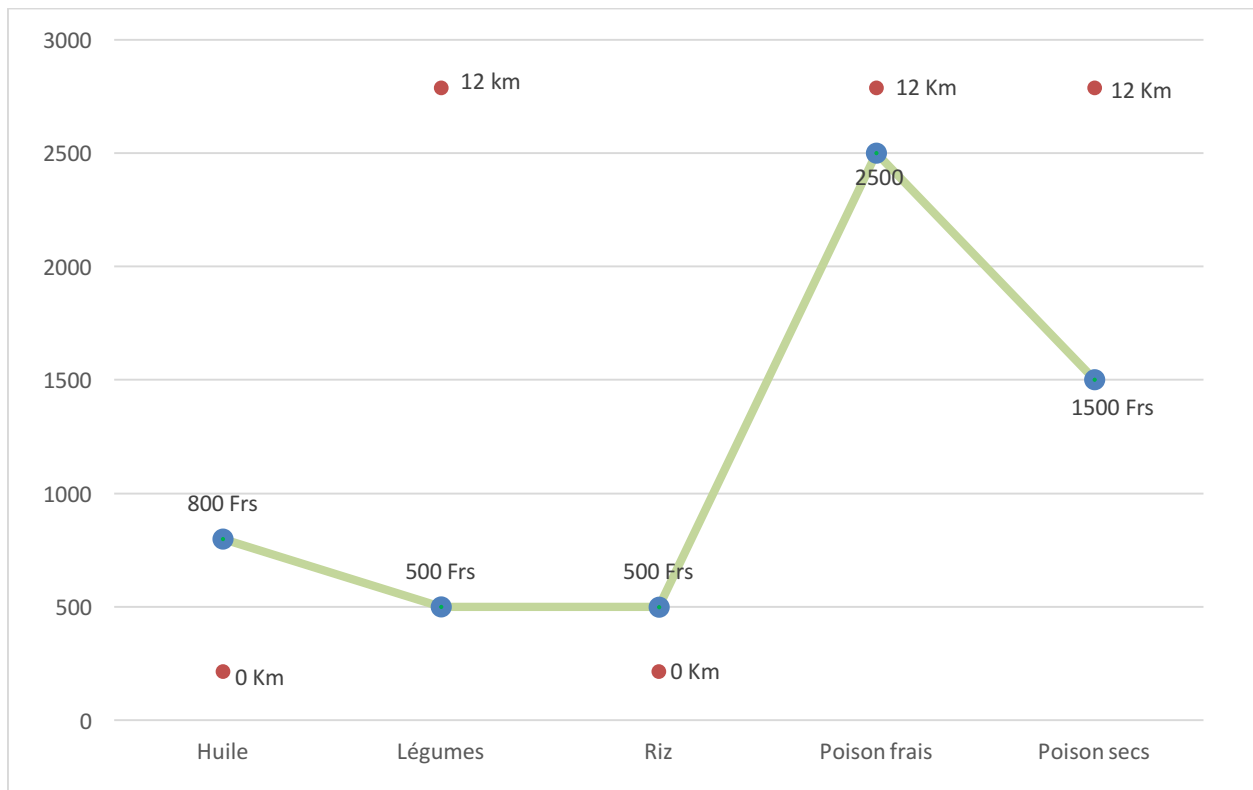


Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données du Fiche Technique

La figure renseigne sur les prix de vente et les rendements. La première lecture fait voir que la marge du prix du Maïs admet une courbe décroissante malgré qu'elle soit supérieure de 05 points à celle Sorgho. Cependant, face à aux haricots et au riz, sa marge diminue de 345 points mais reste inférieure à la moyenne supérieure de la tendance. Par contre, la marge de l'arachide est au-dessus de la moyenne supérieure frôlant le plafond à 445 point. Aussi est-il le rendement le plus élevé à l'hectare. L'interprétation de ces résultats est que dans le cadre d'une initiative d'appui à l'insertion économique, l'orientation première pourrait être la culture arachidière.

Une seconde observation fait apparaître que les kilogrammes de riz et d’haricot se monnayent à prix égal à 500 francs CFA. Comme le rendement des haricots est trois fois moins inférieur à celui du Riz, les haricots devraient occuper la troisième place, toute chose égal à par ailleurs. Toutefois, tout produit vendu à moins de 345 francs CFA ne permet pas au promoteur de tirer à la hausse ses revenus. Ainsi, même s’il a été démontré que le Sorgho à un large part commercial par rapport aux Maïs < figure 3-2>, il devrait est exclu vu que sa marge est au-dessous de la moyenne inférieure de la tendance. De ce constat, les cultures d’arachide, d’haricot et de riz sont identifiées comme des opportunités d’insertion rentables, il reste à les prioriser. Ainsi, pour plus de précisions nous allons les corrélés à l’évolution des besoins de consommation journalière.

<Figure 3-5>: Evolution des dépenses alimentaires et distances parcourues pour les acheter



Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données du Fiche Technique

Les ménages puisent de leurs revenus pour se payer au quotidien du riz, des légumes, de l'huile et des poissons frais ou secs. Cependant l'achat des haricots et de l'arachide ne figurent pas sur les dépenses journalières or le riz y figure. Du coup, même si le prix de l'arachide offre une marge supérieure à celui du riz < figure 3-2 > la demande en riz est supérieure. Alors en termes d'opportunité d'insertion, la riziculture devient plus intéressante que la culture arachidière.

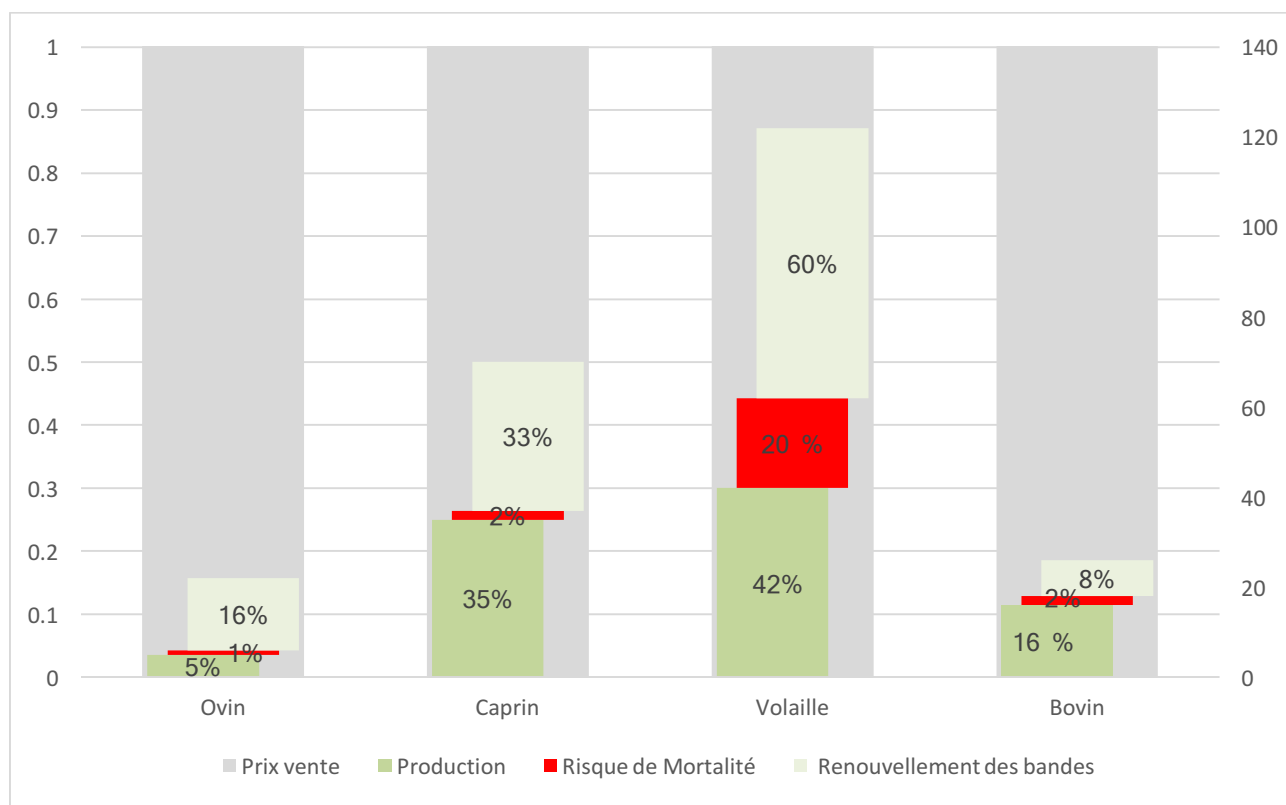
Toutefois, se référant encore au diagramme < 3-5>, il s'énonce qu'il faut parcourir 12 km pour se procurer des légumes. S'il s'y ajoute que le maraichage offre une marge supérieure à la moyenne supérieure < figure 3-2 >. Donc, tout autant les cultures de riz, d'arachide et des haricots soient rentables, le maraichage l'est pour autant. Mais à marge égale, la rareté des légumes offre au maraichage un potentiel supérieur à la culture rizicole.

Ainsi, la lecture croisée des diagrammes < 3-5 > et < 3-2 >, précise une classification des opportunités d'insertion agricoles. Il se retient au premier ordre le maraichage, suivi de la riziculture. Vu que le rendement de l'arachide soit supérieur à celui des haricots, ces cultures occupent respectivement la troisième et la quatrième position. Cette rareté justifie que les 58, 75 % des choix juvéniles soient captés par le projet 'Maraichage'. Certes, le choix est pertinent mais reste à vérifier si une partie de cette proportion ne pourrait pas être orientée vers d'autres activités afin de réduire les effets de la concurrence sur les avantages. Ainsi, pour plus de précisions nous allons déterminer le niveau de saturation des filières.

(b) Des filières animales et halieutiques :

De 2011 à 2014, la production cumulée de viande 217388 tonnes passe à 779667. Tandis que celle de poisson de 150435 kg à 126302 kg. Ces variations montrent que la filière animale connaît un essor avec une augmentation de 27%. Dans le cadre d'une initiative d'appui à la création d'opportunité d'insertion des jeunes, il est opportun d'orienter les financements vers l'élevage plutôt que la pêche. L'intérêt des jeunes relevé sur le graphique < 3-2> en témoigne de cette objectivité. Toutefois, il est important d'identifier laquelle activité du sous-secteur primé.

<Figure 3-6>: Avantage en fonction du prix de vente par tête, de la part dans la production animale totale et de la capacité de reproduction par animal



Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données du Fiche Technique

L'aviculture moderne est un des facteurs du développement de cette filière en occupant les 42% de la production. Se référant au diagramme « 3-6 », les bandes de volailles peuvent être renouvelées tous les (02) mois. Ce qui confère à l'aviculture une capacité de se renouvellement de 60%. Ce qui permet au promoteur de générer des revenus tous les 2 mois. Toutefois, elle présente un taux de mortalité élevé de 20%. Comparé aux caprins qui se renouvelles tous les trois mois et se vendent à un prix nettement, l'aviculture perd son avantage. Du coup l'élevage de caprin est plus intéressant que l'aviculture. Cependant, le prix moyen d'un bovin vaut trois plus celui du caprin. A défaut d'en vendre le triple, l'élevage de bovin reste alors plus intéressant que celui des caprins. Nonobstant, si le promoteur peut s'assurer des bandes supérieures à 50 têtes de volaille, il pourra défier toute concurrence. Du coup, l'aviculture est n'intéressant que si des moyens d'accompagnement techniques sont déployés pour réduire aux moins à 33% sans quoi le renouvellement de caprin n'est pas compassé. Ainsi, dans le cadre d'une initiative d'appui à la création d'opportunité d'insertion des jeunes, l'orientation optimale est l'élevage des caprins, suivi des bovins et en fin l'aviculture. Comme l'aviculture est le choix des jeunes, il est nécessaire de les convaincre du contraire ou de mettre à leur disposition un financement supérieur à 500000 sans quoi ils ne pourront jouir des avantages liés à l'augmentation de leurs productions tirées par l'effet nombre face à celui qui fait avec l'élevage des bovins.

Si le sous-secteur l'élevage est rentable, la filière pêche ne l'est pas pour autant. En effet, il est noté une diminution supérieure à 8% sur l'évolution de sa production de 2012 à 2014 (SAT). Néanmoins, la rareté des produits halieutiques et sa part dans les dépenses quotidiennes relevée figure < 3-5>, la filière pêche pourrait être vue en opportunité. Ainsi, il est nécessaire de voir dans quelle mesure l'optimiser dans le but d'en tirer des opportunités d'insertion. C'est de cela que tient cette analyse de performance avec les avantages comparatifs ci-dessous décrite.

(2) Avantages comparatives :

Dambala se situe sur les berges du fleuve Niger, tandis que Habaladougou Kenieba et Balandougou II se nichent au cœur de la plaine Manicoura. La dominance de la pêche ici et de l'agriculture ailleurs ne se justifient qu'à générosité environnementale mais pas d'un réalisme économique. Toutefois, ces avantages peuvent être traduits en opportunités dans le cadre d'une initiative d'appui à l'insertion des jeunes avec l'implantation de point de ventes de l'un ou l'autre produits dans la localité où la rareté se fait sentir à travers ces modalités ci-dessous proposées

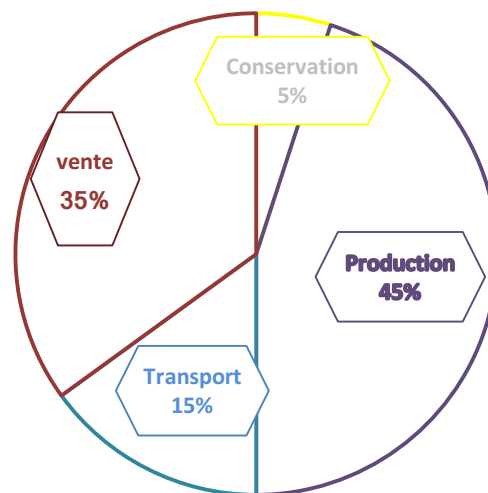
(a) L'installation de poissonneries :

Pour que Dambala tire profit de sa spécialisation, il requiert que les produits de pêches puissent être bien commercialisés pour ainsi créer des avantages comparatifs. Se faisant, la pêche pratiquée suivant une approche filières devrait être dynamisée en chaîne de valeur. Cette nouvelle structuration offre des opportunités d'insertion qui épousent les contours des maillons faibles autour de la conservation et du transport. L'installation de poissonneries n'est pertinente qu'à Habaladougou Kenieba et qu'à Balandougou II. Les femmes astreintes à la sédentarisation, peuvent aisément voir injecter leur financement sur des activités de conservation avec l'achat de réfrigérateurs. Cette conservation favorise la fourniture de produits frais qui se prêtent à la commercialisation. Certes la marge du prix du poisson peut supporter les frais inhérents au transport mais il faudrait s'assurer de la disponibilité des produits. Ainsi, des financements des jeunes hommes peuvent être orientés à la livraison de ces produits. Tout comme les jeunes de Dambala profitent de la production, les jeunes de Habaladougou et Balandougou profite de la commercialisation des produits halieutiques. La conservation et le transport constituent des opportunités transversales qui peuvent intéresser les uns et les autres selon le bon vouloir.

(b) L'installation des banques céréalières :

Inversement Habaladougou Kenieba et qu'à Balandougou II doivent créer leurs avantages sur les cultures. L'installation des banques céréalières n'est pertinente qu'à Dambala où la production de produits secs et céréalière est faible. Certes, une spécialisation des magasins s'impose mais les spéculations stockées restent celles présentées au (1). Fort des aspirations, les opportunités d'insertion diffèrent selon le genre. Comme les femmes se limitent à trouver des gains additionnels tandis que les hommes sont en quête de réalisation, il est judicieux d'accorder la part belle aux hommes. Du coup, le transport et la production s'érigent en réceptacle pour la cohorte masculine et la tenue des banques céréalières peut être dévouée aux femmes. Cette organisation tend à réduire la masculinisation des revenus sans bouleverser l'ordre sociale. Dans l'optique d'une optimisation des profits, il s'impose de définir une clé de répartition afin de rendre la redistribution des marges équitable. Se faisant une clé est ci-dessous présenté.

<Figure 3-7>: Répartition des bénéficiaires sur les maillons des chaînes de valeur



Sources: Diagramme réalisé par l'auteur à partir des données Focus Groupe

Se référant à la figure < 3-6 > 45 % des bénéficiaires s'activent sur la production. Or les quantités des productions sont faibles comme en atteste le déficit de 1748 tonnes de toute la production céréalière confondue par rapport aux besoins estimés en moyenne à 21554 tonnes dans le cercle de Kangaba. Tout autant la production agricole est faible, la production halieutique l'est autant. Ainsi, pour tirer profit des avantages comparatifs préconisés, il est nécessaire de les densifier. Ce qui impose l'entrée de nouveaux acteurs qui intègrent la chaîne non en producteurs mais en prestataires de services. La répartition des 45% est ainsi proposée sur ce tableau.

Culture		Service de mécanisation		Vente intra		Vente Produits de traitement		Réparation des outils	
65%		15%		5%		8%		2%	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
50%	50%	100%	0%	90%	10%	100%	0%	100%	0%

A la somme de ces actions de dynamisation des opportunités males exploitées, l'identification des opportunités d'insertion s'élargie. Outre, le maraichage, la riziculture, les cultures d'arachide et des haricots, se dressent l'installation de poissonneries, de banques céréalières et la fourniture de services agricole. Force est de rappeler les avantages comparatifs ne sont rentables que si la production est amené à la hausse donc il s'avère de voir d'autres opportunités moins liées à la variation des quantités produites. Ainsi sont observés l'évolution des avantages dynamiques.

(3) Avantages dynamiques :

(a) L'installation des unités de transformation :

(b) La fourniture de services :

2) Cratérisation :

La caractérisation tourne autour à la description des éléments concourent à renforcer ou à réduire le succès des propositions. Ils se présentent sur trois aspects à savoir les forces, faibles et risques.

(1) Forces (pertinence)

Elles tiennent de l'ensemble des éléments qui renforcer le succès des propositions. Il constitue les avantages, dispositions.

(2) Faiblesses (efficience, efficacité)

Elles tiennent de l'ensemble des éléments qui réduisent l'effet des propositions. Il constitue les handicaps, obstacles, et difficultés qui affectent l'efficience et l'efficacité du projet.

(3) Evaluation des Risques (Menaces durabilité, soutenabilité)

Elles tiennent de l'ensemble des éléments qui réduisent la viabilité de la proposition. Ils constituent les facteurs naturels et artificiels qui affectent l'acceptation, la durabilité et la pérennisation des projets. Pour rendre perceptible la comparaison entre les propositions d'opportunité retenues ces trois points sont inscrites sur un tableau récapitulatif illustré ci-dessous.

2. Les moyens d'accompagner les opportunités d'insertion décrites.

- 1) Les stratégies en cours**
- 2) Les stratégies à initier**

Tableau récapitulatif de l'analyse des points forts, des faiblesses, et menaces

Opportunités d'insertion identifiées	Forces	Faiblesses	Menaces
Aviculture ;	Marge très élevée ; Forte demande ;	Bande limitées ;	Mortalité élevée ;
Installation de transformation	Plus-value élevée ;	Coût de construction élevé	Baisse de la production
Installation de poissonnerie	Forte demande ; Activité continue	Transport ; Conservation ;	Niveau du fleuve ;
Installation des banques céréalières	-Disponibilité des productions	Coût de construction élevé	Inflation des prix Baisse de la production
Maraichage	Marge élevée ; Rendement élevé ; Consommation journalière	Non maîtrise de la filière Entretien ; Périmètre aménagé limité;	Inondation ;
Culture du riz	Marge élevée ; Rendement élevé ; Consommation journalière	Périmètre non aménagé ; Charges de production élevées ;	Inondation ; Coût de production
Culture arachidière	Marge élevée ; Rendement élevé ; Demande élevée,	Culture saisonnière ; Longueur durée production ; Traitement difficile ;	Rongeurs; Pluviométrie ;
Culture des haricots	Marge élevée Culture facile Courte durée de production	Faible rendement ; Consommation occasionnelle ; Traitement difficile ; Conservation difficile ;	Insectes ;
Prestation de service agricole (vente intra, produits de traitement, mécanisation, réparation)	Marge élevée ; Forte demande ; Travail continu ;	Faible capacité d'absorption ; Coût élevé du fonds de démarrage;	Faible niveau de qualification ; Indisponibilité
Prestation de services (livraison, restauration, alimentation)	Marge élevée ; Forte demande ; Travail continu	Fonds de démarrage élevé; Fonds de roulement élevé ;	Non maîtrise de la demande Péréemption des denrées

V. CONCLUSION GENERALE